

ÉDITO

AU MENU



Campagne migrants : le bilan



Forum de Kita, Mali



Les finances 2003



L'échelon local d'Agir ici

Le nouveau plan stratégique d'Agir ici est arrivé (disponible sur www.agirici.org). Il détermine nos grandes lignes d'action pour les années 2004 à 2006.

Parce que nous pensons que c'est par la promotion d'une citoyenneté active, informée et vigilante que chacun, au Nord comme au Sud, peut influencer sur les décisions politiques et économiques le concernant, Agir ici se fixe les quatre objectifs principaux suivants :

- informer et mobiliser les citoyens ;
- faire pression sur les décideurs ;
- contribuer à la création d'une société civile internationale ;
- proposer des solutions concrètes.

Cette mise en perspective de nos actions nous a conduits à définir des champs prioritaires. Ceux-ci ont été déterminés en fonction des enjeux à venir, de nos partenariats au Sud et au Nord et de la prise en compte de l'historique de l'association.

Au cours de ces trois prochaines années, Agir ici se mobilisera donc pour :

- défendre l'égalité d'accès aux services de base (éducation, santé, eau...) ;
- établir des règles commerciales plus équitables, notamment dans le domaine agricole ;
- réformer les institutions financières internationales (Fonds monétaire international et Banque mondiale) ;
- réglementer les transferts d'armes et réduire toutes les formes d'incitation aux conflits armés.

Une année chargée en perspective ! Très bonne rentrée à tous.

L'équipe



"Ce qui est le plus choquant dans cette affaire : c'est l'économie des pauvres qui est frappée de plein fouet. Ce sont eux qui consomment ces poulets de mauvaise qualité importés à bas prix et ce sont eux qui perdent leur emploi à cause du dumping."

Bernard Njonga, directeur du SAILD, ONG camerounaise

Les importations de découpes de volaille congelées, non consommées en Europe, sont bradées sur les marchés africains. Du fait de la baisse générale des prix qui en résulte, la plupart des paysans africains ne peuvent vendre leur production à un prix rémunérateur. Beaucoup abandonnent leur activité agricole ou d'élevage pour émigrer vers les villes et viennent accroître la misère urbaine.

Participez à la campagne pour le droit à la protection des marchés agricoles ! Ajoutez votre voix à celles de milliers d'autres citoyens et aidez-nous à faire pression efficacement sur les décideurs lors de nos prochaines rencontres !

Caroline Dorémus-Mège



L'ALTERMONDIALISME S'INVITE À KITA, MALI

Pour la troisième année consécutive et en contrepoint du Sommet du G8 de Sea Island, de nombreux représentants de la société civile africaine s'étaient donné rendez-vous au Mali pour participer au désormais traditionnel Forum des peuples. Près de 700 participants venus de toute l'Afrique centrale et de l'Ouest se sont ainsi retrouvés du 6 au 10 juin 2004 dans la petite ville de Kita à quelque deux cents kilomètres de Bamako. Placé sous le signe du refus de la résignation des peuples africains, l'objectif du Forum était avant tout d'offrir un espace d'expression aux exclus de la mondialisation et de permettre ainsi aux populations africaines d'afficher leur détermination face aux politiques du G8, de l'OMC et des IFI. Parmi les nombreux thèmes abordés, le délitement des services publics, le surendettement des Etats africains et la destruction progressive des agricultures paysannes ont plus particulièrement retenu l'attention.

Plus globalement, cette troisième édition du Forum a constitué une nouvelle manifestation de l'émergence d'une société civile africaine qui aujourd'hui s'organise et fait entendre sa voix. Face à un G8 illégitime, les populations africaines ont rappelé que c'est à elles seules qu'il appartient de déterminer les orientations politiques de leur propre développement. Un message qu'Agir ici avait porté à l'occasion d'une rencontre avec le Président de la République le 18 mai dernier.

Pour plus d'informations et voir l'exposition photo : www.agirici.org

Nicolas Guihard

IFI... ET MAINTENANT !

Avec déjà plus de 50 numéros, *IFI... et maintenant !* séduit chaque mois davantage de lecteurs. L'inscription en ligne proposée par le site du programme IFI — piloté par Agir ici — et sa diffusion récente via Internet favorisent cette dynamique. 800 personnes (sans compter les parlementaires) le reçoivent désormais régulièrement. Parmi celles-ci : une centaine sont des journalistes et 50 des experts du gouvernement ou des chercheurs. *IFI... et maintenant !* propose des articles et des brèves qui décryptent l'actualité des institutions financières internationales, un agenda et une sélection de publications récentes.

Pour cette rentrée, nous nous sommes intéressés, entre autres, à la proposition de loi d'un député de la majorité pour la création de "délégations parlementaires à la mondialisation" ainsi qu'à un rapport du Bureau indépendant d'évaluation du FMI sur le rôle de l'institution en Argentine de 1991 à 2002.

Pour recevoir le *IFI... et maintenant !* : s'inscrire sur : www.globenet.org/ifi/

Sébastien Fourmy

CNUCED : LE CONSENSUS MOU DE SAO PAULO

En s'interrogeant réellement sur les liens de causalité entre commerce et développement, la XI^e conférence de la CNUCED (Commission des Nations unies sur le commerce et le développement), qui s'est tenue du 13 au 18 juin 2004 à São Paulo (Brésil), s'annonçait prometteuse. C'est la raison pour laquelle Agir ici a réaffirmé son attachement à cette instance multilatérale qui produit une expertise indépendante et apporte un soutien technique aux pays du Sud. Malheureusement, il s'avère que les réponses apportées n'ont pas été à la hauteur des défis lancés. La déclaration ministérielle demeure inraisonnablement muette sur la prééminence des droits fondamentaux sur les droits commerciaux. Seule touche positive, le lancement d'un groupe de travail au sein de la CNUCED devant répondre de manière innovante à la crise structurelle des prix agricoles. Il ne reste plus aux Etats qu'à lui octroyer des moyens financiers...

Cécile Trublin

NOTRE PROCHAINE CAMPAGNE

"Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation [...] et rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous." Ce principe fondamental est malheureusement loin de s'imposer comme une évidence dans de nombreux pays en développement. Aujourd'hui, plus de 100 millions d'enfants ne peuvent toujours pas profiter d'une éducation de base gratuite et de qualité et les jeunes filles sont les premières victimes. L'année 2005, date butoir pour la réalisation de l'objectif sur la parité¹, sera de ce point de vue un moment clef pour la mobilisation citoyenne en faveur de l'Éducation pour tous (EPT). C'est dans cette perspective qu'Agir ici, en lien avec Aide et Action et Solidarité laïque, a fait le choix de consacrer sa prochaine campagne (novembre 2004) aux questions d'accès à l'éducation de base. La scolarisation des filles en constituera l'axe principal.

Nicolas Guihard



Forum de Kita, Mali, 2004

Photo: Bertrand Planchon

CAMPAGNE POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE ET OUVERTE SUR LE MONDE

Au vu de la place de l'Union européenne sur la scène internationale, faire pression sur cette institution est devenu incontournable pour Agir ici. En amont des échéances électorales de juin dernier, CONCORD* au niveau européen et Coordination Sud en France ont lancé une campagne demandant aux candidats de prendre des engagements en matière de solidarité internationale et les invitant à signer une charte.

Agir ici a participé à tous les rendez-vous, apportant plus spécifiquement son expertise sur les questions de commerce, de paix et de financement du développement.

Bilan :

- des rendez-vous avec les listes principales (PC, PS, Verts, UDF, UMP)
- 50 candidats, dont 29 élus, ont signé la charte
- les partis de gauche ont manifesté leur volonté de poursuivre le dialogue

www.coordinationsud.org

*Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement

Anne Valotte

¹ Article 28 de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant (1989)

² Adopté lors du Forum mondial sur l'éducation en 2000 (Dakar), l'objectif sur la parité consiste à atteindre la même proportion de garçons et de filles entrant dans le système éducatif (primaire et secondaire)

LA CAMPAGNE EN QUELQUES CHIFFRES !

- > 70 000 documents diffusés
- > 21 200 participants
- > 4 rencontres avec les décideurs
- > 12 articles dans la presse
- > 1 communiqué de presse
- > 1 semaine de mobilisation
- > 40 animations en régions



LA CAMPAGNE EN QUELQUES MOTS

La campagne *Acteurs ici et là-bas, respectons leurs droits !* lancée en mars 2004 (en amont de la semaine d'action contre le racisme) visait à faire reconnaître le rôle des migrants comme acteurs de développement et à assurer le respect de leurs droits fondamentaux.

A cette fin, nous demandions aux décideurs ciblés :

- de ratifier la convention des Nations unies sur le respect des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ;
- de cesser de conditionner la coopération avec les Etats tiers à la mise en œuvre de clauses migratoires.

MOBILISATIONS CITOYENNES

Un des objectifs prioritaires de cette campagne était de contribuer à une meilleure sensibilisation des citoyens aux migrations internationales : dénoncer le regard porté sur ces migrations, un certain discours ambiant qui diabolise les migrants, accusés de menacer nos sociétés, et réaffirmer qu'au contraire, leur rôle en tant qu'acteurs du développement, tant dans leur pays d'origine que dans leur pays d'accueil, est fondamental dans un contexte de mondialisation. Ainsi, dans le

LES TEMPS FORTS DE LA CAMPAGNE

> 16 mars 2004 : Semaine d'action contre le racisme (projections-débats...)

cadre de la Semaine d'action contre le racisme, nos relais ont organisé de nombreuses projections-débats. Le 10 juillet, la Cimade a également organisé une journée "Parole aux migrants" qui a illustré les difficultés rencontrées par les migrants du fait des lois nationales et européennes de plus en plus restrictives et a mis en valeur le travail réalisé par des migrants porteurs de projet de développement ici et là-bas.

> 4 mai 2004 : Agir ici, avec d'autres ONG et syndicats, est auditionné par le Comité économique et social de l'UE, en vue de la rédaction d'un avis en faveur de la ratification par les Etats membres de la convention des Nations unies sur les travailleurs migrants.

> 25 mai : Mme Guinchard, députée, interpelle le gouvernement sur la date de ratification de la convention.

> 16 juin : Les représentants de 119 Etats adoptent, à la Conférence internationale du travail, un plan d'action "pour un marché équitable en faveur de 86 millions de travailleurs migrants". A cette occasion, forte mobilisation de la campagne.

> 7 juillet : Le Comité économique et social de l'UE publie son avis sur la convention des Nations unies sur les travailleurs migrants : elle appelle les Etats membres à la ratifier de façon urgente !

> 10 juillet : "Parole aux migrants" : journée organisée par la Cimade.

> Septembre : rendez-vous programmé avec l'Elysée.

LES RÉACTIONS DES DÉCIDEURS

Un plan d'action international...

Les représentants de 119 Etats (dont la France) ont adopté à l'unanimité, au cours de la Conférence internationale du travail en juin dernier, un plan d'action pour un marché équitable en faveur de 86 millions de travailleurs migrants. Ils s'engagent ainsi à "promouvoir le travail décent pour les travailleurs migrants" et à "encourager l'adoption de mesures destinées à garantir l'application à tous les travailleurs migrants de toutes les normes internationales du travail pertinentes".

... mais toujours pas de ratification de la convention

Par ailleurs, des pressions de la part de gouvernements et de certaines institutions (Parlement européen, Conseil de l'Europe...) se développent pour pousser les Etats de l'Union européenne (et plus généralement les Etats du Nord) à ratifier la convention des Nations unies. Qu'attend donc le gouvernement français, malgré les pressions et les engagements pris, pour engager le processus de ratification de la convention ?

Une mobilisation qui s'organise

Face au scepticisme du gouvernement français comme de la plupart des Etats de l'Union européenne, la pression exercée par la société civile sur les différents pays s'organise : une campagne mondiale pour les droits des migrants s'est réunie depuis 1998 des institutions internationales (l'Organisation internationale du travail, l'UNESCO...), des ONG et des syndicats. Agir ici et la campagne "Acteurs ici et là-bas, respectons leurs droits !" sont au cœur de cette structuration, avec la mise en place d'une plate-forme européenne regroupant les organisations qui se mobilisent dans leur pays pour la ratification de la convention. Il est en effet indispensable de veiller à coordonner toutes nos actions et à mettre en place une stratégie commune pour peser efficacement sur les politiques migratoires de l'UE et de ses Etats membres. Cette mobilisation continuera tant que les Etats ne se seront pas engagés dans le processus de ratification.

Caroline Maurel

En savoir plus...

> Dossiers de la CIST (Confédération internationale des syndicats libres)

- "Migrants sans papiers : des victimes sans voix",

Le Monde syndical, juin 2004 (n°4)

- "Migration : fuite des cerveaux et irrégularités de développement",

Le Monde syndical, mai 2004 (n°3);

* Téléchargeables sur www.ictu.org

> "Dignité pour tous", Manuel du participant à la campagne en faveur de la ratification de la convention sur les droits des migrants

Téléchargeable sur www.migrantsrights.org/LAYHNBKFr.htm

> "Le goût amer de nos fruits et légumes: L'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive en Europe", Forum civique européen, mars 2002, 31 pages <http://www.forumcivique.org/index.php?lang=FR&site=MIGRATION&article=204>

> Site pour la promotion et la protection des droits des migrants :

www.december18.net

> Groupe d'information et de soutien des immigrés : www.gisti.org

1. En partenariat avec la Cimade, le Gisti et la Cgppedra. Article de l'Homme

2. En Europe ces pays sont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suisse

3. Site de la campagne : www.migrantsrights.org



AGIR ICI PRÈS DE CHEZ VOUS !

Agir ici compte 87 relais locaux répartis dans toute la France. Si vous souhaitez donner un coup de main au relais proche de chez vous, contactez Anne Valette : avalette@agirici.org ou consultez la liste des relais sur www.agirici.org.

Zoom

Une rencontre entre relais et membres du réseau ! Cela s'est déroulé à Aix-en-Provence et plusieurs membres du réseau des Bouches-du-Rhône se sont retrouvés autour d'un petit repas pour échanger sur Agir ici.

Cette rencontre a d'abord permis de se connaître et d'en savoir davantage sur le fonctionnement d'Agir ici et le rôle du relais local. Elle a fait remonter des questions et des suggestions au siège de l'association. Elle a également permis de découvrir les savoir-faire et les disponibilités de chacun et de projeter des actions dans la région.

Bref, une mise en réseau concrète des 'agiriciens' !

ENTRE NOUS

Université d'été interassociative : le bilan

Du 8 au 10 juillet 2004, plus de 500 personnes se sont retrouvées à Angers pour l'université d'été interassociative pilotée par le CRID*.

Dans ce cadre Agir ici a organisé :

- un module sur la souveraineté alimentaire
- un atelier sur la réforme des institutions financières internationales
- un atelier sur l'accès aux services de base
- une exposition de photos prises par Bertrand Planchon sur la 3^è édition du Forum des peuples organisé à Kita, Mali (à voir sur www.agirici.org)
- une projection du film *Pas assez de volume* | Notes sur l'OMC, de Vincent Glenn
- la deuxième rencontre des relais locaux

A l'automne, vous pourrez trouver les Actes de cette rencontre sur www.crid.asso.fr.

*Centre de recherche et d'information pour le développement

Anne Valette

Initiatives

Parce qu'Oxfam International est une confédération de douze organisations différentes, nous vous proposons de les découvrir plus en détails au cours des prochains mois.

OXFAM EN ESPAGNE

Intermón Oxfam (IO) est le représentant espagnol de la famille Oxfam. Membre de la confédération depuis 1997, IO est aujourd'hui une fondation indépendante et non confessionnelle qui lutte contre la pauvreté dans le monde. Créée en 1956 par des jésuites de Barcelone, l'association participait au départ à des projets de développement. C'est dans les années 80 et dans la perspective d'une approche globale du développement qu'Intermón Oxfam a réorienté son action.

Au fil du temps, quatre domaines d'intervention se sont imposés :

- des projets de développement dans plus de 30 pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie ;
- l'aide humanitaire lors de catastrophes naturelles ou de conflits qui mettent en danger les populations locales ;
- la promotion du commerce équitable comme un outil de coopération entre Nord et Sud dans le but d'éradiquer la pauvreté dans les pays en développement ;
- la mobilisation populaire dans le cadre de campagnes.



Intermón Oxfam

Aujourd'hui, IO c'est :

- > Près de 600 projets de terrain avec de nombreux partenaires du Sud
- > 30 boutiques
- > 350 salariés et près de 800 bénévoles
- > 7 bureaux en Espagne
- > 35 groupes locaux et 300 relais locaux
- > 210 000 donateurs
- > 1 jour de mobilisation nationale en avril :

El día de la esperanza

Pour en savoir plus : www.intermonoxfam.org

Laetitia Gaidi

Agir ici-Info'Actions n°79 - prix : 1,25 euro - Directrice de la publication : Dominique Audouze - Rédactrice en chef : Françoise Manni - Rédaction : Anne Valette - Conception graphique : Elsa Leacore - Imprimerie : Chiffolleux, 5 boulevard Jean Moulin, 44109 Nantes. Commission paritaire : n° 72289 - ISSN : 1155-200X

"Fervente supportrice d'Agir ici depuis plusieurs années, j'apprends aujourd'hui votre projet d'affiliation à Oxfam International. Si j'apprécie le travail d'Oxfam, je crains qu'Agir ici ne perde son indépendance [...]"
Nathalie, Annecy

C'est parce que nous sommes convaincus que nos actions ne peuvent se limiter à un cadre national que nous avons décidé de tisser cette alliance avec la confédération des Oxfams. Il s'agit pour nous de renforcer notre position et d'avoir un plus grand impact sur les décideurs politiques et économiques.

Créée en 1995, Oxfam International (www.oxfam.org) est une confédération de douze organisations nationales indépendantes de tout mouvement politique, syndical ou religieux. Oxfam International mène simultanément des actions humanitaires, de développement et de lobbying. La confédération se mobilise actuellement sur des thèmes similaires à ceux développés par Agir ici : le commerce international, le financement du développement, les conflits... C'est donc naturellement que nous sommes intéressés à ce réseau.

Pour les actions communes décidées au niveau de la confédération, chaque Oxfam possède une voix. Une fois décidée, une action internationale implique l'ensemble des membres de la confédération, permettant ainsi d'obtenir une masse critique et de peser sur les décisions. En revanche, chaque Oxfam reste autonome quant à son agenda national.

Agir ici est devenu en novembre 2003 membre observateur de cette confédération. Ce statut permet aux deux parties de coordonner progressivement leurs actions. Cette phase transitoire devrait nous permettre de devenir membre à part entière fin 2005. D'ici là, nous avons choisi de démarrer notre collaboration au cours des prochains mois sur les questions de commerce et d'accès aux services de base. Il s'agit d'un processus de longue haleine qui, nous l'espérons, nous permettra de renforcer l'impact de la mobilisation citoyenne sur les décideurs de ce monde.

Anne Valette